



Kondo Jigima et l'Union technique de la mutualité malienne : nos partenaires au Mali

par Philippe Sterckx

Coincé entre l'Algérie et la Mauritanie au Nord, frontalier du Niger, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Sénégal, traversé par le fleuve Niger, le Mali reste pour bon nombre d'entre nous un pays peu connu.

Dans le cadre de son programme d'action en faveur des mouvements sociaux du Sud, Solidarité Mondiale y soutient deux initiatives avec l'aide de l'Alliance nationale des mutualités chrétiennes¹ : Kondo Jigima et l'Union technique malienne.

A l'exception des villes comme Bamako et Tombouctou, voire pour les plus connaisseurs, Segou, Djenné ou Mopti, la plupart de nos compatriotes ne connaissent ce pays que par les grandes crises alimentaires qui sévirent dans les années 70 et 80. Inclus dans la région du Sahel, ce pays a en effet connu de longues périodes de sécheresse dramatique et de famine meurtrière. Les images qui nous reviennent du Mali, outre celles des « Hommes bleus », les Touaregs, nous confrontent encore à la vue d'enfants faméliques et de terres désertiques ou craquelées par le manque de précipitations.

Malgré cela, la population de ce pays, composée principalement des Bozo, Touaregs, Peuls et Songhar, gardienne des richesses culturelles et d'une grande authenticité, s'emploie à la mise en place d'activités visant à l'amélioration de ses conditions de vie.

Il s'agit d'une part, du réseau de caisse d'épargne « Kondo Jigima » et d'autre part, de l'Union technique de la mutualité malienne (UTM).

Pour réaliser cet objectif, la mise en œuvre de système de micro-crédit ou la mise à disposition de petits prêts se révèle des outils particulièrement efficaces. Ils permettront l'acquisition de marchandises ou de denrées de base, ainsi que la réalisation d'investissements dans du matériel de production de bien divers. A noter que, comme d'autres pays en développement, au Mali, l'accès aux micro-crédits ou aux petits prêts est majoritairement réservé aux femmes.

Dans un quartier commerçant de Segou, un groupe de femmes appelé « Bengkadi » qui signifie littéralement « l'union fait la force » s'organise autour de cette formule de micro-finance. Cet exemple est intéressant à plus d'un titre en montrant comment des femmes prennent leur situation en main et s'assurent ainsi un revenu. Les membres du groupe peuvent donc faire appel à un petit crédit pour développer une activité ou un petit commerce et le groupe se porte garant du remboursement des prêts de chacun de ses membres.

Cependant, l'objectif du groupe « Bengkadi » ne se limite pas au seul micro-crédit, il va plus loin : il met l'accent sur l'importance de la formation et de l'instruction, de la solidarité et du développement des infrastructures. Afin de permettre cet accès à la formation, et à la commercialisation de leurs productions dans leurs propres réseaux de vente, les femmes du groupe ont construit, sur un terrain fourni par la commune, une crèche pour l'accueil de leurs enfants. Cela permet aux mères d'exercer leur activité plus facilement.

Kondo Jigima

L'action de « Bengkadi » s'inscrit dans le cadre du réseau des caisses d'épargne « Kondo Jigima », créé en 1991. Initialement réservé aux artisans, le réseau affilié actuellement 35 caisses d'épargne. Il regroupe 37.000 membres, issus de tous les secteurs économiques, dans cinq régions couvrant environ 2/3 de la superficie du pays.

L'économie de base

Dans la société malienne, la répartition des tâches entre hommes et femmes est très claire. Les hommes sont traditionnellement responsables des fonctions de la gestion générale, de la gestion des ressources naturelles et des opérations militaires. Les femmes prennent, elles, en charge l'entretien du ménage et l'éducation des enfants. Elles assument aussi une grande part du commerce et de l'agriculture.

De ce fait, si les hommes peuvent occuper occasionnellement des emplois rémunérés, les femmes dominent classiquement le marché informel. La survie de la plupart des familles pauvres dépend dès lors principalement du revenu apporté par les femmes. La création de conditions économiques favorables s'avère donc indispensable pour lutter contre la pauvreté.



Les femmes prennent en charge l'entretien du ménage.

Photo : WorldSolidarity



La collaboration entre Kondo Jigima et Solidarité Mondiale repose d'une part sur le développement des activités dans des régions encore peu couvertes par le réseau et d'autre part, l'accès aux micro-crédits (parfois moins de 50 euros) à des conditions favorables pour les plus pauvres.

L'importance de la création de caisses d'épargne et de crédit coopératives dans le contexte malien mérite d'être souligné. Il pallie à l'inaccessibilité du réseau bancaire traditionnel par les populations les plus pauvres. Le soutien à de telles initiatives d'octroi de crédits garantis par l'épargne personnelle résultant d'activités génératrices de revenus s'impose donc.

De plus, ce système favorise l'amélioration de l'état de santé et la qualité nutritionnelle des familles concernées, ainsi que la structuration du tissu social dans les quartiers et villages, l'indépendance financière des femmes, le renforcement de leur rôle décisionnel au sein de la famille ainsi qu'une limitation de l'exode des campagnes vers les villes.

L'accès à la santé

La situation sanitaire du Mali reste préoccupante, comme dans beaucoup d'autres pays africains, malgré des efforts fournis par le gouvernement local. Un enfant sur cinq meurt avant l'âge de cinq ans de banale maladie infantile ; un enfant sur trois est sous alimenté ; il y a dans chaque famille quelqu'un atteint de malaria ; plus de la moitié de la population n'a pas accès aux soins médicaux ; chaque habitant consulte en moyenne 0,3 fois par an un médecin.

Les autorités maliennes ont cependant massivement investi dans les soins de santé au cours de ses dernières années, principalement dans les centres de santé. 500 de ceux-ci sont actuellement en activité, dont 300 dans les régions rurales. Il s'agit de centres de santé primaire renforcés par des infirmières ou infirmiers. Mais il n'y a que 63 médecins disponibles pour l'ensemble de ces centres ; la majorité des médecins préférant travailler dans les hôpitaux et dans les cliniques privées en raison du niveau de salaire et des conditions de travail dans les centres de santé publiques.



En Afrique, les familles doivent supporter 60% des dépenses de santé.

Malgré l'accroissement du nombre de ces centres, le nombre de personnes soignées reste trop faible. Deux raisons à cela : la confiance séculaire dans les médecines traditionnelles et le prix des soins que grève lourdement le budget familial. Plus les gens sont pauvres, plus le coût des soins de santé est important. Ce paradoxe découle de l'absence d'assurance de santé. En Afrique, les familles doivent supporter 60 % des dépenses de santé là où en Europe, grâce aux systèmes de protection sociale, seulement 25 % des coûts médicaux sont pris en charge par les ménages.

Les autorités maliennes se rendent bien compte qu'un système de protection sociale est indispensable même si à lui seul, il ne résoudra pas tout le problème des soins de santé.

Mais, en raison du poids de la dette extérieure et des mesures d'économie imposées par les créanciers, l'Etat malien doit faire des économies qui pèsent souvent sur les soins de santé. Ainsi, ne disposant pas de moyens financiers nécessaires pour rendre la santé accessible, le gouvernement encourage les « auto-initiatives ».

La santé financièrement accessible

L'Union technique de la mutualité malienne (UTM) est une structure nationale qui a relevé le défi de rendre la santé accessible financièrement dans différentes régions du Mali en soutenant des initiatives locales. Fondée en 1998, elle est aujourd'hui un interlocuteur des autorités publiques et des services de santé et siège dans les conseils d'administration des hôpitaux de régions où elle est présente.

Dès lors, avec la volonté de participer à la construction d'un monde plus solidaire et plus humain, l'initiative de l'UTM a été intégrée dans le réseau international de la Mutualité chrétienne, comme d'autres initiatives mutualistes locales.

Le soutien à cette mutualité malienne a également trouvé place dans le programme d'action de Solidarité Mondiale afin de « rendre les soins de santé abordables aussi pour les plus pauvres ».

1 Source : *Weseldburgerkrant* numéro 35 - *Weselsolidariteit*